

## BGE 55 III 141

Bundesgericht (BGE), 1929-01-01, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge\\_55\\_III\\_141](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_55_III_141)

FR: ATF 55 III 141

IT: DTF 55 III 141

### Volltext

14n Hdml dl) { 'tl'ciI.Hmgs. und Konkursrecht. N° :3. aber - wie übrigens auch des betreibenden Gläubigers - ist genügend Rechnung getragen damit, dass sie mittelst . befristeter Beschwerde nachträgliche Aufhebung einer Versteigerung von Eigentümerpfandtiteln verlangen können, die von der in Hede stehenden Vorschrift untersagt war. Dass darüber hinaus zum Schutze der übrigen Gläubiger des betriebenen Schuldners ein Bedürfnis danach bestehe, an die Zuwiderhandlung gegen jene Vorschrift geradezu die Nichtigkeit der vorgenommenen Versteigerung zu knüpfen, kann nicht anerkannt werden. Müsste doch die Nichtigkeit jederzeit und unter allen Umständen von Amtes wegen berücksichtigt werden, also selbst dann, wenn der Schuldner und der betreibende Gläubiger wie auch die übrigen Gläubiger das Ergebnis der gesonderten Versteigerung eines Eigentümerpfandtitels als günstig beurteilen. Namentlich kann nicht mit der Vorinstanz aus der Art und Weise der Fassung des Art. 35 Abs. 2 VZG auf die Nichtigkeit geschlossen werden, da die Grosszahl der Vorschriften der VZG nicht weniger kategorische Gebote oder Verbote aufstellen. Somit stand dem Betreibungsamt kein Grund zur Seite, um von sich aus nach Monaten wieder auf die Versteigerung des streitigen Eigentümerschuldbriefes zurückzukommen. Dellnach erkennt die Scklt1dbetr.- und Konlc-urskammer: Der Rekurs wird begründet. erklärt und die angefoch .. tene Verfügung des Betreibungsamtes Bern-Stadt vom 2. September 1929 aufgehoben. Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. N° :J4. 141 34 . .A.rrit du 17 octobre 19ge dans 180 cause Excoffier. Fautes commises par l'office dans des encMres immobiliflrea; vio- lat.ion de l'art. 60 al. 2 ORI et des conditions de vente; inter- ruption anormalement longue des enchres aprils une adjudi- cation conditionnelle. Les encheres doivent etre annulees lorsque de telles horegularites ont influe defavora.blement sur le resultat de Ja vente. Si donc le plaignant allegue des faits pertinents pour demontrer qu'il en est ainsi, les autorites de surveillance sont tenues da faire administrer las preuves offertes. Ver 8 t e i ger u n g von G run d 8 t ü c k e n. Ver 8 t ö s s e gegen Verfahrensvorschriften und gegen die aufgestellten Steigerungsbedingungen ; unzulässig lange Unterbrechung der Steigerung nach bedingtem Zuschlag (Art. 60 Abs. 2 VZG). Der Zuschlag muss aufgehoben werden, wenn Vertöse dieser Art das Steigerungsergebnis ungünstig . beeinflusst haben. Macht der Beschwerdeführer Tatsachen in diesem Sinne geltend, 80 haben die Aufsichtsbehörden die von ihm angetra- genen Beweise abzunehmen. Inca.nto di stabili. - Violazione dell' art. 60 ca.p. 2 RRF e delle condizioni di vendita : interruzione troppo lunga. degli incanti dopo un'a.ggiudica.zione condiziona.le. L'inca.nto e da. annullarsi quando siffatte irregola.rita ha.nno infiuito sfavorevolmente sul risultato della vendita.. Se il ricorrente allega dei fatti atti a ciò dimostra.re, Je Autorita di Vigilanza sono tenute a.d assumere le prove offerte. A. - Dans des poursuites en reaJisation de gage dirigees par la Banque cantonale vaudoise et l'Etat de Vaud contre dame Excoffier, l'office de Nyon a procede le 22 juin 1929, a, Crans, a, la vente en secondes encheres d'imineubles appartenant a, la debitrice, estimes 100000 fr.

Les conditions de vente stipulaient à l'art. 10 que les paiements en espèces devaient être effectués de la manière suivante : « 1000 fr. avant que l'adjudication soit prononcée et le solde dans les deux mois de l'adjudication. » 11 était spécifié en outre, au même article, que l'office se réservait le droit d'exiger des sûretés en garantie du paiement de la somme pour laquelle un terme serait accordé, et que si 142. Schuld- und Konkursrecht. X" 34. l'enchérisseur ne pouvait ou ne voulait pas fournir immédiatement les sûretés requises, son offre serait considérée comme non avenue et les enchères continuées. La mise à prix par parcelles n'ayant pas donné de résultat suffisant, les immeubles furent mis à prix en bloc. Sieur Excoffier, mari de la débitrice, fit une offre de 52 000 fr., sur quoi l'adjudication fut prononcée en sa faveur « sous réserve de l'art. 10 des conditions de vente (garantie!) ». L'office n'avait pas exigé d'Excoffier, avant l'adjudication, le versement de l'acompte prévu, de 1000 fr. Il se borna à lui demander après coup la prestation de sûretés et suspendit les enchères pour lui permettre de trouver et de présenter les garanties nécessaires. Cette suspension dura trois quarts d'heure; après quoi, l'office dut constater qu'Excoffier ne fournissait pas les sûretés requises; il décida en conséquence de considérer l'offre de 52000 fr. comme non avenue et de continuer les enchères. A la reprise, il n'y avait plus dans la salle de vente que les représentants de la Banque cantonale créancière poursuivante, et les époux Excoffier. La Banque fit une offre de 46000 fr. et se vit adjuger les immeubles pour ce prix.

B. - Dame Excoffier a porté plainte en temps utile contre les opérations de la vente en demandant que l'adjudication des immeubles à la Banque cantonale vaudoise fut annulée et l'office de Nyon invité à procéder à de nouvelles enchères. Elle alléguait que le préposé avait commis des irrégularités en autorisant une suspension prolongée des enchères et en laissant croire aux assistants qu'à ce moment-là l'adjudication était chose faite. Elle se déclarait en mesure d'établir que des personnes, venues à la vente dans l'intention de miser et de faire des offres supérieures au montant de la créance en poursuite, avaient effectivement cru, au moment de la suspension des enchères, que l'adjudication à Excoffier était définitive, et avaient quitté la salle de vente. Elle demandait à être autorisée à prouver par serments : 1. qu'après l'adjudication prononcée en faveur d'Excoffier, le préposé avait autorisé l'acquéreur à discuter avec la caution présumée, sans annoncer que les enchères étaient simplement suspendues; 2. que les enchères avaient été suspendues pendant % d'heures sans avis préalable; 3. que, dans l'attente, se trouvaient des personnes venues dans l'intention de miser pour un montant supérieur à celui de la Banque cantonale vaudoise; 4. que, croyant les enchères terminées et définitives, elles s'étaient retirées sans que leur attention ait été attirée sur une reprise possible des enchères; 5. qu'ayant appris la suite de cette vente, elles avaient été fort surprises, croyant que l'adjudication avait, d'une façon définitive, été prononcée en faveur de M. Excoffier; 6. que si elles avaient été prévenues, elles ne se seraient pas retirées et auraient misé pour une somme supérieure à celle due à la Banque cantonale vaudoise.

O. - Par prononcé du 19 juillet 1929, le Président du Tribunal de Nyon, statuant comme autorité inférieure de surveillance, a rejeté la plainte. Sur recours de dame Excoffier, la Cour des poursuites et des faillites du Tribunal cantonal a confirmé le prononcé attaqué, par décision du 21 août 1929, et condamné la recourante aux frais de chancellerie, ainsi qu'à une amende de 25 fr., par le motif que la plainte était abusive et dictée par un esprit de chicane.

D. - Dans le délai légal, dame Excoffier a formé recours en concluant à ce qu'il plaise au Tribunal fédéral, principalement, annuler la vente du 22 juin 1929 et ordonner à l'office de Nyon de procéder à de nouvelles enchères, subsidiairement, autoriser la recourante à rapporter

par wmoins 131 preuve des faits articles sous chüfres 1 a 6 de la plainte etrenvoyer a ces fins 180 cause a l'autorire cantonale. Oonsiderant en droit : Aux termes de l'art. 60 801. 2 ORI, l'adjudication ne peut etre prononcee, si les eonditions de vente exigent un paie- mtmt comptant en especes ou 180 prestation de s-ureres, 144 Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. N° 34. qu'une fois le paiement effootue ou les snreres fournies. Si l'office avait strictement observe cette disposition en l'espooe, il n'eut pas adjuge les immeubles a. Excoffier . puisque celui-ci n'avait pas verse l'escompte de 1000 fr. stipule dans les conditions de vente et n'a pas ere en mesure de fournir les garanties demandees. Or, ainsi qu'en fait foi le proces-verbal des encheres, (l'adjudication a ere pro- noncee en faveur d'Excoffier. Elle l'a ere, il est vrai, sous reserve de l'art. 10 des conditions de ven~ ; mais l'office a doublement contrevenu audit articlt: ; il a completement neglige d'une part de reclamer a. Excoffier le versement d'un acompte de 1000 fr.; il a accorde d'autre part un delai de trois quarts d'heure a. l'adjudicataire pour trouver et fournir des garanties, ce qui constituait une violation de la clause disposant que l'encMrisseur devait etre tenu de fournir immediatement les snreres exigees, faute de quoi son offre serait consideree comme non avenue et les encheres continuees. Cette derniere clause est d'ailleurs conforme aux intentions du legislateur; dans la. regie les encheres doivent se derouler sans interruption et n'etre pas prolon- gees sans motifs imperieux, reserve etant faite du cas Oll tous les assistants consentent a. une suspension. Les personnes qui se presentent dans l'intention de miser doivent s'attendrea. ceque l'officeleur demande defournir deS su.reres seance tenante; elles doivent s'y attendre a. plus forte raison et se tenir pretes a donner des garanties lorsque les conditions de vente prevoient expressement que la pres- tation de su.reres doit se faire immdlaiement. Aussi l'office ne peut-il en pareil cas interrompre sans autre les operations pour un temps relativement long aux seules fins de per- mettre a un encherriseur de rechercher une caution et de discuter avec elle. De semblables interruptions peuvent faire perdre patience aux amateurs, diminuer la concur- rence entre encMrisseurs et reduire d'autant les possibilires pour l'office de vendre les immeubles a un prix avantageux. La. question se pose de savoir si les irregula.rises com,mises en l'espece par l'office de Nyon ont exerce une influence sur Schuldbetreibung:.- und Konkurl'reeht. ~o :!4\_ \.15 le resultat des encheres et si la recoumnte est des lors en droit de les invoquer pour demander l'annulation de la vente. Dame Excoffier allegue precisement que les eneheres lui ont ere defavorables parce que les amateurs presents, qui eussent ere disposes a. miser, ont pense, au vu de l'attitude de l'office et des circonstant;s, que les immeu- bles avaient ere definitivement adjuges a Excoffier et que les encheres etaient done terminees. Les autorires cantö- nales n'ont pas admis la plaignante a. faire la preuve de ees faits. Elles sont parties de l'idee que la suspension des encheres etait justifiee et que l'offiee n'avait contrevenu a aucune disposition legale en omettant d'aviser le public que les encheres seraient peut-etre reprises dans la suite. D'apres elles, les amateurs pouvaient et devaient inferer de l'art. 10 des conditions de vente que les encheres n'etaient pas achevees. Ce raisonnement semit admissible s'il n'y avait pas eu d' adjudieation prononcee en fa veur d'Excoffier. Mais comme l'adjudication a ere prononcee, ainsi qu'il resulte du proces-verbal, et comme la question de l'acompte et des snreres n'a pas ere immediatement liquidee, il pa.mit vraisemblable que les participants aient cru, apres une suspension de pres d'une heure, que les encheres etaient terminees et les immeubles valablement adjuges a. Excof- fler. Cela etant, il n'est pas exclu que certains amateurs, disposes peut-etre a. faire des offres superieures a celle de la Banque cantonale vaudoise, aient quitte le lieu des encheres avant la fin des operations. En tout cas, l'on doit tenir pour constant qu'au moment de la reprise de la vente, apres Ja suspension, seuls les

representants de la banque creanciere se sont presentes pour miser a. nouvea.u. Cette circonstance a pu permettre a. la Banque cantonale vau- doise d'obtenir l'adjudication des immeubles a. un prix extraordinairement bas, soit a un prix inferieur a. la moitie de la valeur d'estimation. C'est a. tort dans ees conditions que les instanees canto- nales ont juge sans pertinence les offres de preuves de la plaignante. Si da.me Excoffier reussissait a eta.blir les faits 146 Schuldbtreibungs- und Konkursrecht\_ N° 35\_ allegues par elle, il faudrait admettre que les irregularites constatees (violation de l'art. 60 a1. 2 ORI et de l'art. 10 des conditions de vente;, suspension anormalement longue des encheres apres adjudication) ont imlue defavorable- ment sur le resultat de 180 vente, en ce sens qua 180 Banque cantonale vaudoise 80 pu acheter les immeubles pour le prix de 46000 fr. uniquement parce que des amateurs serieux, tl"ompes par les procedes de l'office, ont cru de bonne foi que les immeubles avaient ete definitivement adjuges a Excoffier pour 52 000 fr. et se sont retires avant la reprise des encheres, persuades que la vente etait parfaite. Il faut des lors annuler la decision attaquée et renvoyer 180 cause a l'Autorite cantonale de surveillance pour faire administrer les preuves offertes par la recourante et statuer a nouveau en tenant compte des resultats de 180 procedure probatoire, dans le sens des considerants ci-dessus. La Chambre des POUTsuites et des Faillites prononce : Le recours est admis en ce sens que la decision attaquée est annulee tot la cause renvoyee a l'instance cantonale pour statuer a nouveau dans le sens des motifs apr~ instruction com plementaire. 35. Entscheid vom 93. Oktober 19a9 L S. Bernasconi & Ferrari und Konsorten. Die B e t r e i b u n g g e g e n n i c h t i m H a n d e l s r e g i - s t e r e i 11 0" e t r a '7 e n e P e r S 0 n e n - G e s e l l s c h a f - t e n i s t n i c h t d u r c h P f ä n d u n g f o r t z u s e t z e n , s o n d e r n r e g e l - m ä s s i g h a t d a s B e t r e i b u n g s a m t z u n ä c h s t d i e H a n d e l s r e g i s t e r - b e h ö r d e n u m e i n e E n t s c h e i d u n g ü b e r d i e E i n t r a g u n g s p f l i c h t a n z u g e h e n , a u s s e r w e n n i h m z u v e r l ä s s i g b e k a n n t i s t , d a s s d i e b e t r i e b e n e G e s e l l s c h a f t k e i n H a n d e l s - , F a b r i k a t i o n s - o d e r a n d e r e s n a c h k a u f m ä n n i s c h e r A r t g e f ü h r t e s G e w e r b e b e t r e i b t ; l e t z t e n f a l l s o d e . b e i V e r n e i n u n g d e r E i n t r a g u n g s p f l i c h t i s t d i e F o r t s e t z u n g , e v e n t u e l l s c h o n d i e A n h e b u n g d e r B e t r e i b u n g a b z u l e h n e n . O R A r t - 5 5 2 , 5 5 9 , 5 9 0 , 5 9 7 ; S c h K G A T f . , 3 9 . 1 1 7 U n e p o u r s u i t e e x e r c e e c o n t r e u n e B o c i e t e q u i n ' e ; t p a . , ; i n s c r i k a u r e g i s t r e d u c o m m e r c e n e d o i t p a s e t r e e o u t i n u l - u p a r v o i u d e s a i s i e . L ' o f f i c e d e s p o u r s u i t e s d o i t , a u p r { ' a l a b l e , r e ( j ) l t ~ r i J ' l e s a u t o r i t e s c h a r g e e s d u r e g i s t r e d u C O I n m e r c e d o s e p r o l l o u c o l ' s u r l ' o b l i g a t i o n d e l ' i u , . , c r i p t i o n . U n e e x c e p t i o n a c e t . t . e l ' l ~ g l o n e p e u t e t r e f a i t e q u ' e n c e q u i c o u c e l ' n e l e s s o c i e t e s a l ' e g a ; ' d d e s q u e l l e s l ' o f f i c e s a i t , d e s c i e n c e c e r t a i n e , q u ' e l l e s n e f o u t p a s d e c o m m e r c e , n ' e x p l o i t e n t p a s u n e f a b r i q u e e t n ' e x e r c e n t p a s e n 1 1 1 0 f o r m e c o m m e r c i a l e I I D e i n d u s t r i e q u e l c o n q u e . A l ' e g a r d d e c e s s o c i e t e s e t d e c e l l e s , p o u r l e s q u e l l e s l ' o b l i g a t i o n d e l ' i n s c r i p t i o n n ' a p a s e m a d m i s e , l ' o f f i c e d o i t r e f u s e r d o c o n t i n u e r , e v e n t u e l l e m e n t . . . d ' i n t r o d u i r e 1 1 1 0 p o u r s u i t e \_ U n ' e s l ? c u z i o n e , p r o m o s s a c o n t l o u n a s o c i e t a n o n i s c r i n s . u e l r e g i s t r o d i c o m m e r c i o , n o n d e v e p r o s e g u i r s i i n v i a d i p i g n o r a - m e n t o \_ L ' u f f i c i o d e v e a n z i t u t t o c h i e d e r e a l l e a u t o r i t . a c u i l ' a f f i d a t o i l r e g i s t r o d i c o m m e r c i o d i p r o n u n c i a r s i s u l l ' o b b l i g o d e l l ' i s c r i z i o n e \_ U n ' e c c e z i o n e a q u e s t a r e g o l a p u ö o s s e r e f a t i K ' l . s o l o p e r l e s o c i e t a d i c u i l ' u f f i c i o s a s i c u r a m e n t e e h e n O I l e s e r c i t a n o u n c o m m e r c i o , u n a i n d u s t r i a o d a l t r a i m p r e s a c o m m e r c i a l e . P e r q u e s t ~ s o c i e t a e p e r q u e l l e n e i c u i r i g u a r d i l ' o b b l i g o d e l l ' i s c r i z i o n e n o n f u a m m e s s o , l ' u f f i c i o d e v e r i f u - t a r e d i c o n t i n u a r e , e v e n t u a l m e n t e , d i p r o m u o v e r e l ' e s e c u z i o n e \_ A . - R . K ü m m e l u n d J . K r e g i b e t r i e b e n s e i t 1 . J u n i 1 9 2 8 u n t e r d e r F i r m a R . K ü m m e l & O i e e i n e A u t o m o b i l - r e p a r a t u r w e r k s t ä t t e , o h n e e i n e K o l l e k t i v g e s e l l s c h a f t i n d a s H a n d e l s r e g i s t e r e i n t r a g e n z u l a s s e n . S c h o n i m O k t o b e r 1 9 2 8 g e r i e t e n s i e i n S t r e i t , u n d s e i t h e r s t e h e n s i e w e g e n d e r A u f l ö s u n g d e r G e s e l l s c h a f t i m P r o z e s s . A m 5 . J a n u a r 1 9 2 9 e r n a n n t e d a s P r o z e s s g e r i c h t J . V i e l a l s L i q u i d a t o r , o h n e d a s s

dies im Handelsregister eingetragen wurde\_ In mehreren gegen die Firma R. Kümmel & Oie angeho- benen und fortgesetzten Betreibungen wurden die Betrei- bungsurkunden nach wie vor an R. Kümmel zugestellt. Nachdem im März und im April je eine Pfändung voll- zogen worden war, an denen weitere Gläubiger teilnahmen, führte am 31. Mai auf die Mitteilung eines Verwertungs~ begehrens hin ein Rechtsanwalt für « Kümmel & Oie in Liq. », « speziell namens und im Auftrag des Gesellschafters Reinhold Kümmel », Beschwerde mit dem Antrag, es seien alle seit dem 5. Januar 1929 durch das Betreibungs-

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.